

AMÉRIQUE LATINE
LA RÉVOLUTION EST-ELLE POSSIBLE?

*L'héritage de Che Guevara**

PAR NORMAN GALL **

A la mémoire du Père John Higgins (1925-1967), de Nashville et La Paz, serviteur du peuple bolivien, qui comprit sa Révolution.

I

ERNESTO « CHE » GUEVARA, le plus redouté et le plus fameux des révolutionnaires professionnels d'Amérique latine, est mort en octobre 1967, à la limite méridionale du bassin de l'Amazone, dans une jungle parcourue de ravins profonds, où des milliers de petites rivières font leur chemin, des Andes jusqu'à la plaine continentale. Les circonstances de cette mort sont encore obscures. On a de bonnes raisons de croire qu'un temps considérable s'est écoulé entre la capture de Guevara par l'armée bolivienne et le jour où il est « mort de ses blessures ». Il se peut aussi que dès le début des opérations en Bolivie, il y a un an, des agents se soient infiltrés dans la guérilla qu'il dirigeait.

La mort du Che, à l'âge de 39 ans, entre les mains de la misérable armée bolivienne, après moins de six mois de guérilla, signifie moins l'échec d'un homme que la faiblesse profonde et l'in-

* Ce texte est paru en anglais dans le numéro de décembre 1967 de *Commentary*.

** Norman GALL est *fellow* de science politique à l'Ecole Woodrow Wilson de Princeton ; il a reçu la médaille de la « Houghton-Mifflin Fellowship » pour un travail en cours sur la révolution andine.

compétence des révolutionnaires « marxistes » en Amérique latine. Dans son dernier manifeste, publié sous forme d'article dans le magazine cubain *Tricontinental* en avril 1967, Guevara déclarait :

« De nouveaux foyers d'insurrection exploseront dans les pays de l'Amérique, comme en Bolivie. Ils s'étendront, avec toutes les vicissitudes que comporte la dangereuse tâche révolutionnaire moderne. Beaucoup mourront, victimes de leurs erreurs. [Mais] de nouveaux combattants et de nouveaux chefs se lèveront dans l'ardeur de la lutte révolutionnaire... Nous devons lancer une action générale dans le but tactique de forcer l'ennemi [américain] à sortir de son milieu, l'obligeant à combattre dans des endroits où ses habitudes de vie s'opposent à la situation réelle. »

Mais le carnet de route du Che, saisi par l'armée bolivienne, contredit brutalement cette prophétie ; il contient sous sa plume des plaintes amères contre l'indifférence des paysans à l'égard de la révolution : « Les habitants de cette région sont aussi impénétrables que des rochers. Vous leur parlez, mais vous lisez au fond de leur regard qu'ils ne vous croient pas. » A vrai dire, les sept années écoulées depuis que Guevara a écrit *La guerre de guérilla* n'ont pas permis de vérifier les trois leçons fondamentales données par la révolution cubaine aux mouvements insurrectionnels d'Amérique :

« 1) les forces populaires peuvent gagner une guerre contre l'armée régulière ; 2) on ne doit pas toujours attendre que soient réunies toutes les conditions pour faire la révolution ; le foyer insurrectionnel peut les faire surgir ; 3) dans l'Amérique sous-développée, le terrain fondamental de la lutte armée doit être la campagne. »

Au contraire, la chronique des désastres de la guérilla ne montre jusqu'à maintenant que privations, échecs et idéalisme gaspillé. En Équateur, quelque quarante étudiants de l'Union révolutionnaire de la jeunesse ont été capturés en 1962 par des parachutistes de l'armée, près de Santo Domingo de los Colorados, deux jours seulement après avoir monté un camp de guérilla. Au Paraguay, depuis 1959, au moins trois mouvements de guérilla ont été démantelés par les autorités avant d'avoir tenté une seule action. En République dominicaine, en 1963, des membres du Mouvement castriste du 14 juin reçurent des armes défectueuses provenant d'une manufacture gouvernementale de munitions, par l'intermédiaire d'un collaborateur de la C.I.A. originaire d'Allemagne (qui quitta le pays quelques jours après) ; 17 d'entre eux furent tués de sang-froid lorsqu'ils se rendirent après avoir

constaté que leurs armes étaient inutilisables¹. En Argentine, la police effectua en décembre 1964 un raid contre les principaux camps d'entraînement et contre les dépôts d'approvisionnement souterrains de l'« Armée de guérilla du peuple » (dans laquelle s'étaient auparavant infiltrés des agents de la police), tuant six guérilleros et en capturant douze ; l'« armée », après six mois d'entraînement et de contacts préliminaires avec la population rurale, n'avait même pas commencé les opérations. Au Pérou, trois bandes de guérilleros castristes qui, en 1965-66, avaient essayé de s'installer sur le versant oriental des Andes, furent anéanties dans les sept mois qui suivirent leur première embuscade. Dans la vallée de La Convencion, au Sud du Pérou, la bande de guérilleros de Luis de la Puente Uceda, vieil ami de Castro, fut littéralement détruite par des querelles internes ; de la Puente lui-même fut tué par l'armée quelques jours après avoir été capturé sans résistance². Au Guatemala, deux mouvements d'insurrection rivaux qui avaient gagné régulièrement du terrain pendant quatre ans, ont été neutralisés l'an dernier par une armée dans laquelle les paysans avaient été enrôlés par des organisations de droite (utilisant des armes fournies par les États-Unis, dans le cadre de leur programme d'aide militaire).

La mort d'Ernesto Guevara en Bolivie semble entrer tout naturellement dans cette suite d'échecs et de déroutes. Mais le désastre bolivien est aggravé par le fait que ce pays paraissait un théâtre relativement confortable pour les opérations de guérilla. La Bolivie est un pays de forte tradition révolutionnaire ; son armée a subi, depuis la deuxième guerre mondiale, deux défaites devant des soulèvements populaires, et son territoire national, d'une faible densité de population, comprend de vastes zones de jungle et de savane — où l'eau et le gibier abondent — propres à cacher et à nourrir un petit mouvement de guérilla pendant plusieurs années. Dans son article de 1965, « Le castrisme : la longue marche en Amérique latine³ », Régis Debray écrivait :

1. Ces malheureux jeunes gens constituaient une « menace communiste » suffisante pour que l'Administration Johnson, qui était au pouvoir depuis à peine trois semaines, renverse la politique du Président Kennedy ; celui-ci n'avait pas reconnu le régime provisoire qui, après le coup d'État militaire de 1963, avait déposé le Président Juan Bosch, premier président élu librement en République dominicaine depuis trente-huit ans ; cependant l'homme de paille qui présidait le nouveau gouvernement provisoire démissionna en signe de protestation quelques jours plus tard, quand il apprit que son neveu faisait partie des guérilleros massacrés.

2. Voir ma « Lettre du Pérou » dans *Commentary*, juin 1964, et « Peru's Misfired Guerrilla Campaign », dans *The Reporter*, du 26 janvier 1967.

3. *Les Temps modernes*, janvier 1965.

NORMAN GALL

« La Bolivie est le pays où les conditions subjectives et objectives sont les mieux réunies, le seul pays d'Amérique du Sud où la révolution socialiste soit à l'ordre du jour, malgré la reconstitution d'une armée intégralement détruite en 1952. C'est aussi le seul pays où la révolution peut revêtir la forme bolchévique classique, témoin l'insurrection prolétarienne de 1952, à base de « soviets », qui fit « sauter » l'appareil d'État par une lutte armée courte et décisive. »

L'armée bolivienne, il faut le noter, est devenue le principal parti politique de la nation depuis le coup d'État de 1964, qui élimina le Président Victor Paz Estenssoro et le Mouvement national révolutionnaire (M.N.R.), pour installer à sa place René Barrientos, ex-vice-président et chef d'État-major de l'Armée de l'Air, qui fut confirmé dans son poste grâce à des élections truquées, vingt mois après le coup d'État. Un journaliste uruguayen écrivit un jour de Barrientos : c'est un personnage rusé et charmeur, au verbe haut, « qui ressemble à un Américain ». Le général a conservé une audience populaire en achetant le leader des syndicats paysans créés par la révolution de 1952 et en se montrant très diplomate avec le corps des officiers, toujours prêts à se révolter. Il réagit à l'explosion des combats de guérilla en réclamant aux États-Unis du matériel militaire d'une valeur d'un million de dollars : mortiers, jeeps, avions à réaction, tanks, napalm, hélicoptères et armes automatiques. Cet équipement devait remplacer les vieux fusils Mauser datant de la guerre du Chaco contre le Paraguay (1932-35), avec lesquels l'armée combattait la guérilla. L'Ambassadeur américain Douglas Henderson avait tout d'abord télégraphié à Washington que Barrientos exagérait le danger de la guérilla pour l'exploiter à son profit. Un personnage officiel américain déclara : « Nous n'allons certainement pas fournir aux têtes brûlées de l'armée bolivienne les moyens de bombarder et de jeter du napalm sur des villages ou même sur les refuges supposés de la guérilla dans la jungle. Inévitablement, des civils seraient tués et nous savons de longue expérience que cela produirait immanquablement un flot de recrues pour les guérillas⁴. » Peu après, Barrientos se plaignit publiquement que la Bolivie était engagée dans une « guerre qui concernait toute l'Amérique » sans recevoir une aide adéquate. (Ses problèmes se compliquèrent quand, durant l'insurrection de guérilla, il fut obligé d'envoyer tout à coup des troupes dans les mines d'étain nationalisées pour mettre fin à une rébellion des mineurs, qui avaient expulsé les forces de police des deux principales mines, déclarées « territoire libre »).

4. *The New York Times*, 12 avril 1967.

L'HERITAGE DE CHE GUEVARA

En fait, l'armée bolivienne était mal préparée à la lutte contre la guérilla. Un colonel bolivien raconte :

« Nos officiers portaient des uniformes et des armes différents de ceux des soldats quand on était en patrouilles, de sorte que dans les premières embuscades les guérilleros tuèrent d'abord les officiers. Les soldats, avec leurs vieux fusils, ne pouvaient pas répondre au feu des guérilleros, qui avaient des armes automatiques, si bien qu'au début nous perdîmes beaucoup d'hommes ⁵. »

Pour soutenir le moral défaillant, Barrientos lui-même se rendit plusieurs fois dans la zone de guérilla pour passer la nuit avec l'armée en patrouilles. Au début des hostilités, une série d'imbroglios joua des deux côtés. L'opération de guérilla fut découverte prématurément, le 23 mars, lorsqu'une colonne — conduite, dit le gouvernement bolivien, par un Cubain nommé Marcos — désobéit aux ordres et fit feu, prenant en embuscade une patrouille de l'armée, tuant sept soldats, en blessant cinq et capturant deux officiers et plusieurs autres soldats, qui furent dépouillés de leurs uniformes et de leurs armes puis libérés quarante-huit heures plus tard. La plupart des tués étaient des recrues qui étaient dans l'armée depuis moins d'une semaine. D'après le gouvernement, des déserteurs de la guérilla prétendirent que le commandant Marcos avait été dégradé pour cet acte de désobéissance ⁶. Quoi qu'il en soit, cette embuscade permit à l'armée de repérer la principale base des guérilleros, une hacienda nommée « Casa Calamina ». Selon l'armée, la « Casa Calamina » avait été achetée par Roberto Paredo Leigue — membre bien connu du Parti communiste bolivien et chef de guérilla — et enregistrée sous son nom quelques mois seulement avant la première embuscade, au moment où, à ce que l'on dit, Che Guevara était arrivé dans le pays, avec un faux passeport uruguayen. Selon le Ministre de la Défense Alfredo Ovando, les « déserteurs » ont déclaré que les combats de guérilla n'auraient pas dû commencer avant le mois

5. La reconstitution des événements de Bolivie est faite principalement sur la base de la presse et de déclarations de leaders boliviens et cubains. Malheureusement, très peu de journalistes étrangers s'aventurèrent dans la zone de la guérilla pour corroborer les rapports officiels sur les raids individuels et les embuscades. Cependant il semble que les dépêches de Edwin Chacon, dans le quotidien catholique de gauche de La Paz, *Presencia*, donne une vue pénétrante et détaillée.

6. Dans sa déclaration devant le Conseil de Guerre, Régis Debray a établi avec beaucoup de précision que le premier affrontement militaire (dans le cadre duquel il faut placer l'embuscade du 23 mars 1967) a eu lieu à l'initiative non des guérilleros, mais de l'armée bolivienne, qui avait lancé une opération en vue de s'emparer du campement central de Che Guevara (cf. *Le procès de Régis Debray*, Maspéro, p. 47 et ss.). (N.D.L.R.)

d'août. Il est aussi possible que la « Casa Calamina » n'aurait jamais dû être autre chose qu'une base d'entraînement permanente, comme plusieurs autres que les Cubains essayèrent d'établir sur les pentes Est des Andes, des officiers de l'armée cubaine devant servir d'instructeurs. (Cela paraît expliquer la présence de spécialistes cubains de la guérilla au Vénézuéla à peu près à la même époque, après que le Parti communiste vénézuélien eût retiré ses cadres de la guérilla et choisi une tactique électorale.)

II

Le Che était le seul des hauts dirigeants cubains qui eût une grande expérience du continent sud-américain et le plus concerné — à part Fidel — par la révolution mondiale. Les grands portraits du Che que l'on vit partout à Cuba après la révolution le montrent semblable à un acteur de cinéma sensible et fin, le regard sombre et lointain, la crinière flottante, portant un béret noir et un uniforme vert olive ouvert d'une façon romantique pour montrer sa large poitrine. (En réalité, il était maigre et asthmatique, avec une ironie de chat, un regard rapide et malicieux.) Un grand portrait de lui figurait au-dessus de la tribune, au théâtre Chaplin de La Havane, en août 1967, durant la session de l'O.L.A.S. (Organisation latino-américaine de solidarité), au cours de laquelle une sorte de Komintern castriste pour l'Amérique latine fut en principe créé. Che était le « président honoraire » de la conférence ; il était tellement l'*alter ego* de Castro que sa mystérieuse « disparition⁷ » permettait à Castro d'être au figuré à la fois à Cuba et en beaucoup d'endroits, à travers toute l'Amérique latine.

Le mystère qui planait autour du Che a fait courir le bruit qu'il était tantôt en République dominicaine, tantôt au Brésil, au Vénézuéla, en Colombie, au Pérou, en Bolivie, au Chili, au Guatemala — ou même au Congo, en Chine et au Vietnam —, préparant partout la révolution, avec une bande de *desperados* menaçants et impénétrables. La « disparition » du Che peut être considérée comme une manœuvre de diversion pour résoudre un conflit politique avec les Russes quant à la guerre de guérilla ; en même temps, elle donna une publicité gratuite et flatteuse aux activités du Che ; en tout cas, c'est un bon exemple du génie de Castro

7. La dernière fois qu'il a été vu en public, c'était à l'aéroport Rancho Boyeros de La Havane, le 15 mars 1965, à son retour d'un voyage de trois mois en Afrique et en Asie. Il avait alors parlé de telle façon qu'il laissait entrevoir un durcissement de la politique extérieure de Castro.

L'HERITAGE DE CHE GUEVARA

pour la propagande. John Gerassi, journaliste américain qui reflète souvent les espoirs des chefs cubains, écrivit dans une dépêche de La Havane datée du 22 août, qui parut dans le numéro d'octobre de *Ramparts* :

« Comme un phénix révolutionnaire, Che Guevara est sorti des cendres de l'obscurité qu'il s'était lui-même imposée. Alors que la presse américaine avait cru longtemps qu'il avait été tué ou trahi par le régime révolutionnaire cubain dont il avait été un des fondateurs, le Che a une fois de plus joué un rôle de premier plan pour promouvoir un internationalisme révolutionnaire qui ne soit soumis ni à un État, ni à un parti politique. Le Che, par sa vision indépendante de la révolution, obsède aussi les politiciens du Kremlin, compliquant les relations entre les communistes et frustrant les espoirs russes d'une détente sûre avec Washington. L'esprit révolutionnaire symbolisé par Guevara sape partout l'influence et le dynamisme des vieux partis communistes... »

La route qui mena Guevara au marxisme commence au moment où il quitta la maison familiale, à Cordoba (Argentine) en 1952 (il avait vingt-quatre ans), pour traverser les Andes en moto-cyclette et gagner le Pérou par le Chili. Une coïncidence m'a amené, il y a deux ans, dans la région que parcourut Ghe Guevara. Je « couvrais » alors une insurrection de guérilla castriste basée sur l'hacienda Chapi, dans les montagnes du Pérou central (ce vaste domaine, où l'on pratique l'élevage, n'est pas très éloigné de la plaine de l'Amazone ; il faut une semaine pour le traverser à pied et deux jours de marche pour gagner la route la plus proche). Des gens du pays se souviennent que le Che avait participé dans cette hacienda à une campagne contre la lèpre menée par un médecin communiste péruvien, le Dr Hugo Pesce. (Des amis d'enfance de Cordoba m'ont raconté récemment que lorsqu'il était adolescent, Ernesto parcourait quelquefois 80 km à bicyclette, pendant ses vacances d'été, pour passer quelques jours dans une léproserie de la ville de San Francisco, où il lisait à haute voix le *Faust* de Goethe aux malades. Comme chef de guérilla dans la Sierra Maestra, il donnait des cours de littérature à ses recrues paysannes, leur lisant des textes de Cervantès, Robert Louis Stevenson et Pablo Neruda.)

Au Pérou, le Che rencontra les jeunes de l'A.P.R.A., parti de gauche alors interdit ; quelques-uns se souviennent de l'avoir aidé pendant son séjour difficile à Lima. Il se rendit ensuite en Bolivie pour chercher du travail — il n'en trouva pas — au service du gouvernement créé par la révolution convulsive de 1952, qui avait détruit l'armée, aboli le péonage et nationalisé les mines d'étain. Puis il alla au Guatemala, où il obtint un poste mineur

dans l'office de réforme agraire, quelques mois avant la chute du régime du colonel Jacobo Arbenz, d'obédience communiste, — renversé par un mouvement venu du Honduras, soutenu par la C.I.A. et auquel l'armée du Guatemala refusa de s'opposer. Après avoir trouvé asile pendant deux mois à l'Ambassade d'Argentine de Guatemala City, il se rendit à Mexico où il devint bientôt l'ami de Fidel et Raoul Castro, qui venaient de sortir de prison, après l'attaque suicide manquée contre la caserne Moncada, à Santiago de Cuba, le 26 juillet 1953. Guevara rejoignit le groupe des jeunes Cubains qui s'entraînaient à la guerre de guérilla avec le général Alberto Bayo, vieil émigré républicain de la guerre d'Espagne, qui était né à Cuba ; avec quarante-vingt-un jeunes gens, il prit part à l'« invasion » de Cuba, en décembre 1956, sous le commandement de Fidel Castro.

Un exilé cubain qui travailla avec le Che un an après qu'il fut devenu président de la Banque nationale cubaine, en octobre 1959, rappelait récemment que Che arrivait chaque jour à la banque à 1 heure de l'après-midi dans son terne uniforme vert olive et ses bottes de para, pour prendre son service qui durait jusqu'à six heures du matin. (Trois nuits par semaine, entre 2 et 4 heures, il suivait les cours d'un professeur d'économie et de mathématiques ; il s'était imposé lui-même cette discipline pour parer à son manque de connaissances en ces matières. En même temps il exigeait de ses gardes du corps, jeunes paysans de sa guérilla dans la Sierra Maestra, de suivre des cours de littérature ; lorsqu'ils se relâchaient, ils les envoyait en prison.) Lorsqu'il fut ministre de l'industrie en 1961-65, il s'engagea dans un débat idéologique long et acrimonieux avec Carlos Rafael Rodriguez, vieux communiste cubain qui avait jadis fait partie du cabinet de Batista ; Che préconisait les « stimulants moraux » et non les « stimulants matériels » pour augmenter la production et l'efficacité de l'économie cubaine. (Finalement, de façon assez typique, Fidel releva Che de son poste ministériel et Rodriguez de sa fonction de directeur de l'I.N.R.A. (*Instituto Nacional de la Reforma Agraria*), tout en décidant temporairement d'utiliser à la fois le stimulant du salaire et les récompenses psychologiques pour améliorer les performances de travail.)

Au temps où l'armée rebelle du Mouvement du 26 juillet descendait victorieusement sur La Havane, en 1959, les lectures de Che sur le marxisme étaient maigres, et, comme Fidel, c'est à partir de connaissances disparates qu'il devint communiste. Ces deux jeunes gens avaient en commun un égal sentiment anti-américain auquel le communisme semblait donner sa forme la plus extrême et la plus dramatique. Cet anti-américanisme servit

L'HERITAGE DE CHE GUEVARA

aussi de mot d'ordre aux ambitions cubaines en Amérique latine ; c'est pourquoi le « marxisme » de Fidel a eu un si faible poids idéologique et n'a touché jusqu'à présent, à de rares exceptions près, que des cercles d'étudiants qui ont adopté le castrisme comme un culte d'adolescents.

Le Che réapparut en 1967 comme l'exemple idéal — second après Fidel lui-même — d'une nouvelle personnalité révolutionnaire définie par Castro dans son débat avec le Parti communiste vénézuélien ; celui-ci fut taxé d'« opportunisme lâche et répugnant » pour avoir abandonné « la lutte armée » devant la répression écrasante de la police et de l'armée et la viabilité accrue du système démocratique vénézuélien. Le 13 mars, anniversaire de l'attaque suicide de 1957, que Castro a utilisé plusieurs fois pour attaquer les communistes « orthodoxes » de Cuba et d'ailleurs, Castro fit la déclaration théorique peut-être la plus audacieuse de sa carrière :

« Notre position à l'égard des partis communistes sera basée sur des principes strictement révolutionnaires. Aux partis qui n'ont connu ni vacillations ni contradictions dans leur ligne et qui, à nos yeux, ont toujours eu une position révolutionnaire, nous donnerons un appui total. Mais dans tous les pays où ceux qui s'appellent communistes ne savent pas comment accomplir leur devoir [révolutionnaire], nous soutiendrons ceux qui, sans porter le nom de communistes, se conduisent comme de vrais communistes dans l'action et dans le combat. Parce que tous les vrais révolutionnaires, qui portent en eux la vocation et l'esprit de la révolution, arriveront toujours au marxisme. »

Cela revient à séparer la voie du « castrisme » insurrectionnel de celle du « socialisme » officiel modelé par Lénine, Staline et Kroutchev. Des discussions sont à prévoir dans toute l'Amérique latine sur le rôle des partis communistes. Che Guevara qui représente, avec sa mort exemplaire, un nouveau type de révolutionnaire, peut contribuer à donner forme à la tendance castriste⁸.

8. Cette dispute a déjà commencé. Dans un article de la *Pravda* du 26 octobre 1967, Rudolfo Ghiloldi, membre du Bureau politique du Parti communiste argentin, écrivait : « En refusant l'importance internationale du marxisme-léninisme, les nationalistes petit-bourgeois créent le concept de l'exception locale ou continentale pour justifier des déviations de l'enseignement marxiste-léniniste... Le maoïsme et des courants similaires ouvrent la voie à un aventurisme extrême, en appliquant la théorie offensive à toutes les situations, sans considérer la présence de conditions objectives. Ils prétendent qu'une révolution peut être lancée de l'extérieur et stimulée artificiellement de la frontière, isolant la révolution du processus de lutte des classes dans un pays donné. » Quelques jours plus tard un fonctionnaire cubain relativement peu important, José Ramon Machado Ventura, ministre de la santé, remplaça le président Osvaldo Dorticos à la tête de la délégation cubaine au 50^e anniversaire de la révolution bolchévique.

III

Che Guevara a inspiré tous les révoltés d'Amérique latine. Le portrait romantique du combattant de la guérilla et du réformateur social qu'il traçait dans *La guerre de guérilla* (1960) a pour point de départ la conception léniniste du révolutionnaire professionnel. C'est un appel à l'idéalisme de la population aliénée d'Amérique latine :

« Le guérillero, en tant qu'élément conscient de l'avant-garde populaire, doit avoir une conduite morale qui l'accrédite comme le véritable serviteur de la réforme qu'il prône. A l'austérité forcée, due aux difficiles conditions de guerre, doit s'ajouter l'austérité née du contrôle sévère de soi-même, s'opposant au moindre excès, au moindre délit que pourraient favoriser les circonstances. Le guérillero doit être un ascète... Le guérillero doit toujours aider le paysan techniquement, économiquement, moralement et culturellement. Dès les premiers moments de la guerre, il sera toujours présent pour aider le pauvre tout en imposant le moins de brimades possibles au riche. Mais les choses suivant leur cours, les contradictions se feront plus aiguës et il arrivera un moment où beaucoup de ceux qui regardaient la révolution avec une certaine sympathie s'y montreront radicalement opposés. Ils feront leur premier pas dans la bataille contre les forces populaires. A ce moment-là le guérillero doit changer et devenir le porte-drapeau de la cause du peuple, en châtiant toute trahison. Dans la zone de combat, la propriété privée sera ramenée dans les limites de sa fonction sociale : c'est-à-dire que la terre excédentaire, le bétail non nécessaire à une famille riche devront passer aux mains du peuple et seront équitablement distribués. »

Un des principes cardinaux de ce que l'on peut appeler la théorie castriste de la guerre de guérilla est l'impossibilité d'« exporter la révolution ». Castro l'a répété au cours d'une conversation qu'il eut le 13 juin 1964 avec un petit groupe de journalistes étrangers (dont j'étais) : « Vous ne pouvez exporter la révolution, de même que vous ne pouvez exporter la contre-révolution. » La même idée fut exposée par Guevara à Marco Antonio Yon Sosa, jeune chef de guérilla, que j'interviewai deux ans plus tard dans une région de l'Est guatémaltèque aride et montagneuse :

« Avant que nous organisions réellement notre mouvement, cinq d'entre nous se rendirent à La Havane, en septembre 1962, et y restèrent jusqu'en octobre, au moment de l'affaire des missiles. Nous rencontrâmes le Che quatre ou cinq fois et nous eûmes avec Fidel une conversation qui dura de 2 heures de l'après-midi à 2 heures du matin. La première fois que nous vîmes le Che, il était venu chez nous sans s'annoncer. Nous ne savions pas qui il était jusqu'à

L'HERITAGE DE CHE GUEVARA

ce qu'un de ses gardes de corps finisse par nous le dire. Il était simplement entré sans fanfares ni prétentions, et il s'était mis à bavarder. Plus tard, nous lui demandâmes comment organiser notre mouvement et quelle serait la meilleure partie du Guatemala pour commencer les opérations de guérilla. Che nous dit modestement qu'il ne pouvait répondre à ces questions, que les Guatemaltèques devaient faire leur propre révolution et prendre eux-mêmes leurs décisions. »

Toute la stratégie de la guérilla en Amérique latine, ces neuf dernières années, a été fondée sur l'affirmation de Guevara qu'« un noyau de quarante ou cinquante hommes... suffit pour engager un combat armé dans n'importe quelle région de l'Amérique si les conditions sont favorables à l'opération : faim des paysans, injustices répétées, etc. ». Cette assertion a été développée ensuite par Régis Debray et d'autres, en une théorie « léniniste » élaborée du *foco* insurrectionnel (*foco* est un mot espagnol utilisé pour désigner le foyer de départ, la base des opérations de guérilla). La théorie du *foco* a été formulée par Debray dans son article déjà cité, « Le castrisme, la longue marche en Amérique latine » :

« Bien que se donnant au départ comme un groupe infime — 10 à 30 personnes, révolutionnaires professionnels entièrement dévoués à la cause et visant la conquête du pouvoir — le *foco* ne tend nullement à conquérir le pouvoir à lui seul par un coup d'audace. Ni même à conquérir le pouvoir par la guerre ou par une déroute militaire de l'ennemi : il compte seulement mettre les masses en état de renverser elles-mêmes le pouvoir établi. ... [C'est] une minorité qui, incrustée au point le plus vulnérable du territoire national, fera tache d'huile lentement, propagera ses remous concentriques dans les masses paysannes, puis sur les villes intermédiaires et enfin sur la capitale... Le premier contact avec la paysannerie de la montagne, au centre de laquelle la guérilla s'installe pour des raisons de sécurité et de protection naturelle, est le plus difficile à établir et à consolider : ces paysans isolés, petits propriétaires de clairières stériles... sont aussi les plus fermés à la conscience politique, les plus difficiles à orienter et à organiser, du fait de leur dispersion, de leur analphabétisme, de leur méfiance première à l'égard de ces inconnus qui ne leur promettent, croient-ils, que bombardements, pillages et répression aveugle. Mais plus tard, quand cette couche sera gagnée, le foyer guérillero, déjà consolidé en ravitaillement, informations, effectifs, rencontrera les salariés agricoles des « terres basses »... c'est-à-dire une classe sociale beaucoup plus réceptive et matériellement préparée, de par sa concentration, son chômage chronique, sa soumission totale aux fluctuations du marché capitaliste, etc. Et dans les villes voisines, sa jonction se fera enfin avec les petites concentrations ouvrières des industries de transformation locales déjà politisées, sans qu'il soit besoin du lent travail d'approche indispensable dans les montagnes. »

NORMAN GALL

Le coût à long terme et les implications politiques que comporte pour un gouvernement d'Amérique latine la lutte contre l'insurrection est une part intégrale de cette stratégie. En 1964, un manuel clandestin sur la guérilla établi par le F.A.L.N. vénézuélien (*Fuerzas Armadas de Liberacion Nacional*) précisait :

« Un renforcement incontrôlé de l'armée romprait l'équilibre des forces qui garantit la stabilité du gouvernement. En d'autres mots, un gouvernement civil ne peut se maintenir dans un Venezuela « spartiate ». Si des opérations révolutionnaires provoquent constamment l'avant-garde militaire réactionnaire, il est probable que les militaires insisteront pour exercer un certain contrôle sur la « pacification » et que finalement ils feront un coup d'État⁹. »

Cependant, en dépit de la validité tactique de telles analyses, les insurrections castristes en Amérique latine n'ont pas réussi. Elles ont rencontré une résistance plus ferme et plus intelligente de la part des États-Unis et des armées latino-américaines. Mais elles ont aussi violé quelques-uns des principes stratégiques fondamentaux de leur propre théorie révolutionnaire. C'est ainsi que le Che lui-même avait écrit que des mouvements de guérilla ne pouvaient réussir contre des gouvernements qui ont une certaine légitimité démocratique, mais les Cubains ont en fait soutenu des mouvements castristes de « libération nationale » contre des gouvernements de ce genre au Pérou, au Venezuela et en Colombie. Castro lui-même confia, en privé, à des étrangers, que lorsque les États-Unis se seraient débarrassés de leurs engagements au Vietnam, ils tourneraient toutes leurs forces contre Cuba, et que dans ce cas, la seule défense de Cuba serait de fomenter autant de nouveaux « Vietnam » que possible pour disperser la puissance américaine, et pour renforcer le prestige chancelant de sa stratégie révolutionnaire de la lutte armée dans cette hémisphère.

Au début de l'année 1967, quelques personnalités américaines se sont, en privé, déclarées convaincues que Cuba faisait tous ses efforts, après bien des échecs, pour prouver l'efficacité de sa théorie sur la guerre de guérilla, en envoyant ses hommes à l'aide des insurgés d'Amérique du Sud. Ce point de vue était soutenu par les Cubains eux-mêmes ; aussi bien Castro que son vice-ministre de la défense, Juan Almeida (qui parla à la place de Castro le 1^{er} mai 1967, à La Havane) insistèrent largement sur la participation cubaine aux mouvements de guérilla en Bolivie et au Venezuela. (Le 8 mai, les autorités vénézuéliennes captu-

9. Yoboso, « *Las F.A.L.N. Venceran : Notas para una Tactica Militar Revolucionaria* », 1961.

rèrent deux soldats cubains au cours d'une opération de guérilla ; un troisième fut pris dans un hangar de Caracas, le 24 juin, après avoir participé à un vol à main armée dans une banque.) Lorsque Régis Debray fut arrêté avec deux autres étrangers, après avoir quitté le camp de Guevara, il déclara qu'il était entré en Bolivie avec son passeport français, qu'il avait été accrédité par le ministre bolivien des Affaires étrangères en qualité de correspondant du magazine mexicain *Sucesos*, bi-hebdomadaire qui semble recevoir des subsides de Castro et qui a gagné une grande réputation dans le journalisme latino-américain par ses interviews et ses reportages photographiques sur les chefs des guérillas castristes¹⁰. Les photos montrant le Che et les Cubains — photos qui ont été présentées par les Boliviens à la conférence ministérielle de l'O.E.A. le 22 septembre 1967 — sont bien dans le style de ces reportages photographiques. Il apparut alors qu'une fringale de publicité nuisait gravement à la sécurité des opérations de guérilla, au moment même où elles auraient dû être préparées dans le plus grand secret.

Il semble aussi qu'un système de recrutement déficient ait conduit rapidement à de nombreuses désertions, ce qui permit à l'armée bolivienne de recueillir assez d'informations pour poursuivre les guérilleros avant même qu'ils fussent prêts à l'action. De plus, la présence d'une forte proportion d'étrangers (y compris d'anciens officiers cubains et au moins trois anciens membres du Parti communiste cubain, ainsi que l'attestent des photographies d'identification présentées par les Boliviens) diminue la signification politique de la « guerre de libération nationale » bolivienne. Ce qui est pire, cette présence étrangère est contraire aux déclarations du Che aux jeunes chefs de la guérilla, selon lesquelles la lutte doit être menée par des patriotes indigènes et, de préférence, par des paysans de la zone de guérilla.

Mais en cherchant à évaluer pleinement l'échec de l'insurrection bolivienne, on est frappé par les erreurs d'appréciation des guérillas elles-mêmes quant aux changements écologiques spectaculaires qui sont intervenus récemment sur les franges du bassin de l'Amazone. Depuis dix ans, les conditions de vie ont été modifiées dans ce secteur par la construction de nouvelles routes, l'éta-

10. Les éditions spéciales de *Sucesos* présentent habituellement une série de photos en couleur et un texte qui donne une estimation flatteuse des forces politiques et militaires de la guérilla. Juste avant l'arrestation de Debray, le directeur de *Sucesos*, Mario Menendez Rodríguez, fut emprisonné pendant plusieurs jours à Bogota à la suite de la mise en scène d'un vol à main armée dans un train et d'un raid contre un poste de police (qui fit 13 morts) qu'il voulait photographier et décrire. En filant les déplacements de Menendez, la police put démanteler l'organisation urbaine de la guérilla. Menendez donna d'autres détails à la police après son arrestation.

blissement de lignes aériennes à bon marché, de petits générateurs électriques, par les moteurs hors-bords, les conserves alimentaires, les appareils de radio et — plus important — la lutte contre la malaria. Sur les pentes Est des Andes boliviennes et péruviennes, des milliers de familles indiennes parlant le quechua descendent des hauteurs pour s'établir « de leur plein gré » le long des routes encore poussiéreuses et primitives qui pénètrent dans des territoires encore inexplorés. Ces Indiens vont là où il y a des routes ; leur ténacité rend ridicules les projets gouvernementaux de colonisation mis en œuvre jusqu'ici.

Cependant l'élément le plus significatif, dans l'histoire récente de la jungle frontalière, est peut-être la présence américaine de plus en plus nombreuse dans ces zones où les gouvernements nationaux sont incapables de promouvoir et de financer des programmes de développement. Cette présence se manifeste de différentes façons. Depuis la fermeture des frontières chinoises en 1949, l'Amérique latine est devenu le principal champ d'action des missions américaines. Peu de populations aborigènes n'ont pas été touchées par les missionnaires, dont beaucoup se sont spécialisés dans la construction d'écoles et la conservation des langues primitives. Dans les villes de la jungle, il n'est pas rare aujourd'hui de voir un missionnaire américain (accompagné éventuellement de trois ou quatre aborigènes qui ont besoin d'un traitement médical) prendre un petit avion pour aller s'approvisionner, et revenir une ou deux heures plus tard¹¹.

En quelques endroits, de nouvelles économies tropicales se sont développées si vite qu'elles ont littéralement fait éclater leur isolement. Par exemple, la ligne aérienne qui dessert la petite ville péruvienne de Tarapoto est, à part celle de Lima, la plus active du pays ; elle apporte les produits alimentaires des vallées

11. Il y a deux ans, une guérilla castriste prit naissance dans la jungle péruvienne, parmi les Indiens « Campas » semi-aborigènes, qui avaient repoussé plusieurs missions franciscaines aux XVII^e et XVIII^e siècles. Le leader de cette insurrection était Guillermo Lobaton, qui avait été en Chine et au Vietnam avant de retourner au Pérou, où il essaya apparemment d'utiliser les guerriers Campas de la même façon que le général Vo Nguyen Giap avait utilisé les tribus des montagnes du nord-est du Vietnam durant la seconde guerre mondiale. La différence, cependant, c'est que Giap avait fait deux ans de travail politique avant d'entrer en guerre, alors que les guérilleros péruviens avaient vécu avec les Campas moins de six mois avant de monter, sans méthode, une embuscade contre une patrouille de la police rurale (tuant sept personnes) ; la répression de l'armée péruvienne liquida la guérilla en six mois et provoqua la mort de centaines de Campas. Des missionnaires américains qui travaillaient dans cette zone ont rapporté que l'aviation péruvienne avait bombardé un certain nombre de villages campas. Alors que l'insurrection de guérilla se poursuivait, une école spéciale avait été créée sous les auspices de l'A.I.D., pour entraîner la police rurale péruvienne aux opérations de contre-guérilla.

tropicales avoisinantes où se sont établis de nombreux paysans des montagnes. Pour atteindre Tarapoto par la route (comme le prévoyait le plan grandiose, d'un coût de 300 millions de dollars, du président Fernando Belaunde : la construction d'une route nord-sud, tout le long des pentes Est des Andes, à travers quatre pays), les ingénieurs de l'armée péruvienne ont, en 1965, fait appel aux Forces aériennes américaines pour transporter cinq mille tonnes de matériel de construction lourd. Une entreprise américaine a résolu le même problème en apportant son équipement sur des barques, à plus de 3 000 km de la côte atlantique du Brésil, en remontant l'Amazone et ses affluents. (Ces dernières années, l'armée de l'air brésilienne a lâché des parachutistes dans la jungle de l'Amazone pour construire de petits aérodromes qui peuvent par la suite être agrandis pour permettre l'atterrissage des C. 47 dont on prévoit la mise en service.)

L'effort des États-Unis pour créer de nouvelles conditions de vie est particulièrement apparent dans la région de Santa-Cruz, en Bolivie — à moins de 160 km de l'endroit où est mort Che Guevara. Là, le gouvernement américain a investi près de 100 millions de dollars depuis 1956 et c'est l'une des rares réussites de développement régional de l'Alliance pour le progrès. Ces investissements ont servi à la construction de routes, de trois moulins à cannes à sucre et de nombreuses écoles, au défrichage de 10 000 ha de terres vierges entre 1955 et 1959, à l'achat de bétail et de volailles, au crédit et aux prêts pour l'acquisition de matériel industriel et agricole — tout cela faisant partie de l'aide américaine à la Bolivie, qui a atteint 400 millions de dollars depuis la révolution de 1952. Ces investissements ont suffi à consolider la monnaie (à un moment de forte inflation), au point que les paysans indiens ont eu suffisamment de moyens pour acheter, ces cinq dernières années, des quantités de produits d'importation : chaussures, bicyclettes, camions, transistors, etc. Dans l'est bolivien, les investissements ont permis des installations économiques importantes, grâce aussi à la découverte de gisements de pétrole et de gaz naturel, après que le Gulf Oil eut obtenu une concession en 1956. La production de riz et de sucre a doublé entre 1960 et 1964, de sorte que la Bolivie qui importait en partie ces produits tropicaux recherche assidûment des marchés d'exportation. Au moment où la présence du Che fut découverte, en mars 1967, des volontaires du Peace Corps travaillaient dans le secteur même de la guérilla. Debray a rendu hommage à cette présence américaine¹² :

12. Régis DEBRAY : *Révolution dans la révolution?* (Maspéro).

« Le détachement armé, l'avant-garde populaire n'ont pas affaire à un corps expéditionnaire étranger aux effectifs limités, mais à un système parfaitement installé de domination locale. Les étrangers, ce sont eux [les guérilleros]. Les sans-prestige, les tard-venus, qui ne peuvent apporter à la population, au début, que de la peine et du sang, ce sont eux. D'autre part, aujourd'hui, les voies de communication se multiplient ; on construit des aéroports ou des pistes dans les régions les plus éloignées, inaccessibles par terre...

Quant à l'impérialisme américain, il a multiplié ses effectifs dans la campagne, s'efforçant d'apparaître non pas sous une forme répressive mais au contraire d'assistance technique et sociale : on connaît tous les plans sociologiques en cours, à personnel international... Des milliers de Corps de la Paix, dont certains à force de travail, de patience, et parfois d'abnégation réelle sont parvenus à « s'intégrer » dans les zones rurales, *profitent de la carence de travail politique de organisations de gauche dans les campagnes*¹³ ; les missionnaires, catholiques, évangélistes, méthodistes, adventistes foisonnent aujourd'hui jusque dans les régions les plus reculées. Bref, tout cet appareil de contrôle aux mailles fines vient doubler l'appareil de domination proprement national. Sans exagérer la profondeur et la portée de leur pénétration, ils n'en créent pas moins une situation très différente. »

IV

Les dernières années de Guevara ont été consacrées à deux causes malheureuses : tout d'abord, la création de « deux, trois, beaucoup de Vietnams » pour affaiblir l'impérialisme nord-américain par des combats longs et exténuants dans le plus grand nombre possible de lieux, en Amérique latine et ailleurs ; en second lieu, la lutte économique entre pays riches et pays pauvres. Dans son dernier discours public, à la Conférence économique afro-asiatique d'Alger, le Che fit une proposition concernant la prise en charge du développement dans le camp socialiste¹⁴ :

« Le développement des pays qui s'engagent sur la route de la libération devrait coûter aux pays socialistes. Nous le disons sans le moindre esprit de chantage, sans goût pour le théâtre, ni comme un appel facile à un rapprochement entre les pays afro-asiatiques ; c'est une conviction profonde. Le socialisme ne peut pas exister si une nouvelle attitude collective et individuelle n'est pas provoquée par une prise de conscience à l'échelle mondiale de la responsabilité à l'égard des peuples qui ont souffert de l'oppression impérialiste... Comment le « bénéfice mutuel » peut-il signifier que l'on vend aux

13. Souligné par Norman GALL (N.D.L.R.).

14. *Politica* (Mexico), 1^{er} mars 1965.

prix du marché mondial les matières premières qui coûtent infiniment de sueur et de souffrance aux pays retardés, et que l'on achète aux prix du marché mondial les machines produites dans les usines modernes? Si nous établissons ce type de relations entre les deux groupes de pays, nous devons reconnaître que les pays socialistes sont, en quelque sorte, les complices de l'exploitation impérialiste... Notre raisonnement est que les investissements des États socialistes sur leur propre territoire pèsent directement sur le budget national et ne sont recouverts qu'à la fin d'un long processus de production. Notre proposition est que des investissements de ce genre devraient être faits dans les pays sous-développés. Cela mettrait en mouvement une immense force dans nos continents misérablement exploités... pour mettre en œuvre une nouvelle et authentique division internationale du travail, basée non sur ce qui a été fait jusqu'à présent, mais sur le futur, sur ce qui peut être fait. Les États qui bénéficieraient de ces nouveaux investissements auraient tous les droits de propriété (sans qu'y soient attachées des obligations de paiements ou de crédits), mais ils s'engageraient, en tant que fournisseurs, à vendre leurs produits à un prix déterminé pendant un certain nombre d'années. »

Les Russes ont dû être très contents de cette proposition, eux qui ont dépensé un million de dollars par jour pendant les six dernières années pour soutenir l'économie cubaine, et qui ont beaucoup appris des Cubains, ne serait-ce qu'en observant leurs merveilleuses méthodes d'industrialisation! Les peuples de l'Est européen ont beaucoup de réticences à prendre sur leurs propres ressources de quoi aider Cuba à survivre, à part les paiements comptants et les biens troqués et, pour les Tchèques et les Bulgares, les programmes d'aide technique. Les budgets d'aide des pays occidentaux, qui se rétrécissent, reflètent aussi une méfiance croissante à l'égard de la rhétorique révolutionnaire du tiers-monde ; les Occidentaux sont las de voir que ceux qui reçoivent leur aide sont incapables d'organiser leur propre survivance et que tous ces socialismes bâtards semblent toujours construits sur le sable. Jusqu'à présent, l'échec des guérillas provoquées (qu'il ne faut pas confondre avec celles qui seraient spontanées) en Amérique latine, ne peut que renforcer l'impression laissée par le fiasco chinois en Indonésie et le désarroi causé par la Révolution culturelle en Chine même. A propos de ce dernier, l'éditorialiste de l'*Economist* écrivait¹⁵ :

« Ce qui s'est passé en Chine depuis l'été, c'est la fin d'une aventure qui commença à Paris en 1789. Nous assistons à la dernière phase du cycle révolutionnaire qui, inauguré en France, fut enrayé

15. « The Last Revolution », 14 janvier 1967.

NORMAN GALL

en Europe centrale en 1848, mais reprit son souffle en Russie en 1917. Il poursuivit sa marche à l'Est, pour atteindre la Chine en 1949. C'est là qu'il semble s'éteindre de lui-même. Les idées qui ont fondé les révolutions sociales des deux derniers siècles se sont modifiées pendant que le centre de l'ouragan se déplaçait vers l'est. La doctrine révolutionnaire s'est d'abord emparée du marxisme, et maintenant de l'interprétation maoïste du marxisme. Mais la présomption partagée par tous les révolutionnaires du monde, c'est que la violence ouvrira la porte à une société nouvelle ; c'est que le chemin vers une forme plus juste de gouvernement passe nécessairement sur les ruines de l'ordre ancien. C'est cette conviction que le Président Mao vient, finalement et peut-être définitivement, de mettre en question. »

Si cet éditorial exprime l'attitude des « Occidentaux », il semble que dans le proche avenir, nous passerons de l'évangélisme social de la première moitié de ce siècle à une forme de la vieille doctrine calviniste de l'Élection. Ce « calvinisme social » admet qu'une partie de l'humanité — la grande majorité — est naturellement et irrémédiablement condamnée à la plus grande pauvreté, et que les élus peuvent et doivent maintenir les condamnés à leur place, par la force des armes. Dans les sociétés d'élus, la justice sociale coïncide avec les « droits humains » individuels qui sont fondés sur la propriété privée. Les sociétés des plus pauvres se débattent dans des problèmes qui paraissent insolubles : rareté du capital et des ressources naturelles, pauvreté culturelle, qui ont entravé le développement d'une meilleure organisation économique pour faire face à la pression de populations marginales proliférantes. Dans ces conditions, les libertés individuelles sont moins appréciées, la propriété privée est convoitée par les déshérités et les traditions « occidentales » de liberté et de propriété entrent en conflit avec la pression collective de justice sociale. La réponse « occidentale » est évidemment que ce que nous avons doit être préservé dans de bonnes conditions, et que pour les autres il n'y en a malheureusement pas assez.

Les événements récents en Amérique latine donnent à penser que les « pressions révolutionnaires » du type rencontré dans les sociétés pauvres peuvent être facilement contenues. Il est probable, par exemple, que dans plusieurs pays, les forces de guérilla, en dépit de leur propre faiblesse, auraient rencontré un beaucoup plus grand succès si les armées régulières qui leur faisaient face n'avaient pas bénéficié de l'aide importante et des conseils des Américains. Depuis 1950, les États-Unis ont fourni une aide militaire globale de 1,5 milliard de dollars aux armées latino-américaines, sous la forme principalement de fourniture d'armes ; en un seul endroit — Fort Gulick, au Panama — les États-Unis

L'HERITAGE DE CHE GUEVARA

ont entraîné plus de 18 000 soldats sud-américains dans les techniques contre-révolutionnaires.

Au Guatemala, pour ne prendre qu'un exemple, la présence de conseillers militaires américains dans la zone de guérilla a été signalée aussi bien par des missionnaires étrangers que par les guérilleros eux-mêmes. On a vu des officiers américains, dont certains d'origine cubaine ou porto-ricaine, accompagner des patrouilles de l'armée guatémaltèque. Le général Porter, chef du *South Command*, révèle dans sa déposition devant la Commission des Affaires Étrangères de la Chambre des Représentants, que les ingénieurs militaires américains sont engagés dans la zone de guérilla dans un programme « civique de travaux publics » et qu'ils sont aidés dans leur travail par des officiers des Forces spéciales qui ont l'expérience du Vietnam.

Un correspondant de l'*Economist* décrit ainsi la contre-offensive au Guatemala :

« Le nettoyage de la zone de guérilla a été mené à bien dans un style militaire, par un grand nombre de groupes terroristes de droite. Quelques-uns sont des organisations fantômes sous le nom desquelles des soldats en civil font les opérations les plus horribles. La principale organisation terroriste, la « Main Blanche » est une création du « Movimiento de Liberacion Nacional ». En 1954, le M. L. N. servit de fer de lance à l'invasion organisée par le C. I. A. depuis le Honduras, qui, avec la connivence du haut commandement militaire guatémaltèque, renversa le régime [pro-communiste] du colonel Jacobo Arbenz. Depuis juillet dernier, les leaders du M. L. N. des provinces orientales, ainsi que beaucoup de leurs hommes, ont disparu au Honduras. Une nouvelle station de radio, Radio América, qui émet depuis le Honduras, a averti les paysans d'une nouvelle invasion, appuyée massivement par les Américains. Ceux-ci n'ont pas fait de mouvement visible, mais les troupes anti-communistes de la « Main Blanche » ont reçu environ 2 000 fusils et mitrailleuses, livrés au Guatemala dans le cadre du programme d'aide américain. Ces armes ont déjà été utilisées pour assassiner les collaborateurs et les sympathisants de la guérilla dans les villes et les villages le long des montagnes qui bordent l'Atlantique, où les guérilleros harcelaient presque impunément les passages de camions et de troupes. Depuis que l'armée a commencé son offensive, quarante ou cinquante guérilleros, sur environ 2 ou 300, ont été tués. L'armée évalue le nombre des morts à environ 2 000 dans les départements de Zacapa et Izabal, région centrale de l'activité rebelle. Les survivants se sont retirés dans une zone mieux protégée ou se sont réfugiés à Guatemala City. Des guérilleros prisonniers encapuchonnés de noir accompagnent maintenant les patrouilles de l'armée pour dénoncer ceux qui ont collaboré avec les insurgés pour découvrir les camps de la guérilla et les dépôts d'armes. L'activité rebelle a de ce fait été réduite pratiquement à néant, ces dernières semaines et les leaders du M. L. N.

commencent à parler de « solution définitive »... Les violences de ces derniers mois semblent avoir causé davantage de morts que toute l'activité insurrectionnelle des cinq dernières années ¹⁶. »

V

Les massacres de paysans au Guatemala rappellent un peu les campagnes anti-communistes d'extermination de la seconde guerre mondiale, en Chine et en Yougoslavie, par des armées japonaises et les nazis, qui poussèrent des milliers de paysans à chercher refuge parmi les partisans de Mao et de Tito ¹⁷. Cela rappelle aussi la campagne incroyable conduite en Colombie par le président conservateur Laureano Gomez, oligarque guindé, impressionné par le succès fasciste en Espagne — qui voulut éliminer le Parti libéral en envoyant la police tuer, brûler et détruire les récoltes (en particulier de café) dans les zones libérales. Cela provoqua en retour ce que l'on appelle aujourd'hui la *violencia*, la guerre tribale sauvage entre Libéraux et Conservateurs, qui en dix ans (1948-58) coûta plus de 200 000 vies humaines, et obligea encore plus de paysans à se réfugier dans les bidonvilles, les cinq plus grandes villes de Colombie ayant ainsi doublé de populations entre 1950 et 1956.

Il est difficile de prétendre que la contre-guérilla est la « solution définitive », comme le prétend l'extrême-droite guatémaltèque. Mais nous devrions, pour commencer, considérer le caractère spontané de la plupart des développements révolutionnaires en Amérique latine, où le « marxisme » est arrivé trop faiblement, trop tard et où il est trop loin de ses sources d'approvisionnement intellectuel et matériel. Dans le monde entier, des conflits sociaux majeurs sont attisés, sinon par la guerre, du moins par d'autres secousses. A ce propos, il est peut-être opportun de citer cette prophétie de Lin Piao ¹⁸ : « L'impérialisme américain fonçant comme un taureau fou dans tous les sens, sera finalement consumé

16. Le 9 mai, le Conseil des évêques catholiques du Guatemala fit la déclaration suivante : « Nous ne pouvons rester indifférents alors que des populations entières sont décimées, alors que chaque jour fait davantage de veuves et d'orphelins qui sont victimes de combats mystérieux et de vendettas, alors que des hommes sont enlevés de leurs maisons par des inconnus et détenus on ne sait où, ou sauvagement assassinés, leurs corps étant retrouvés atrocement mutilés. » (*Grafica*, Guatemala, 10 mai 1967).

17. Une excellente étude de ces mouvements du temps de guerre est donnée par Chalmers A. Johnson, dans *Peasant Nationalism and Communist Power*, Stanford 1962.

18. « Long Live the Victory of the People's War ! », *Peking Review*, 3 septembre 1965.

L'HERITAGE DE CHE GUEVARA

par les flammes des guerres populaires qu'il aura provoquées par ses propres actions. »

Si nous prenions cette remarque au sérieux, et si nous considérions en conséquence les aspects « spontanés » plutôt que les aspects « idéologiques » de la révolution sociale, nous serions, je crois, en meilleure position pour tirer avantage des aspirations révolutionnaires dans les pays sous-développés. Un seul exemple : toutes les guérillas castristes en Amérique latine, y compris celle de Castro dans la Sierra Maestra, ont surgi dans ou tout près des zones de culture du café¹⁹, où une population dispersée dans les collines vit en *minifundia* (petits champs de subsistance), où des conflits endémiques entre propriétaires et paysans se sont aggravés en raison de la baisse des cours mondiaux du café. Le Président de la Colombie, Carlos Lleras Restrepo, déclara en 1966, au cours d'une interview :

« Je crois, que politiquement, les *minifundia* sont beaucoup plus dangereuses que les *latifundia* [grands domaines]. Ces propriétés de plus en plus petites ne suffisent pas à faire vivre une famille et le problème des *minifundia* s'aggrave sans cesse par le partage imposé par les lois sur l'héritage et par la puissante explosion démographique (la population de la Colombie double tous les vingt-cinq ans), créant une classe de « propriétaires prolétariens » dont les revenus sont encore plus faibles que ceux des coupeurs de cannes. »

Lleras déclare que la chute des cours mondiaux du café avait fait tomber les exportations de 53 dollars par habitant en 1964 à 32 dollars en 1966. Une étude sur l'Amérique latine faite en 1965 par l'*Economist* montrait que la région ne s'était jamais remise de la dépression mondiale des années 20 : entre 1928 et 1932, les exportations d'Amérique latine ont diminué de près de 60 % et leur valeur réelle par habitant (mise à part celle du pétrole vénézuélien) ne représente que 32 % de celle de 1928. La production alimentaire a, de plus, diminué en proportion de la population croissante. Dans ces circonstances, il serait sage de développer une économie à substituer à celle, moribonde, du café, plutôt que d'essayer de transformer la « contre-révolution » en doctrine politique viable.

En même temps, alors que les mouvements de guérilla en Amérique latine n'ont jusqu'à présent pas réussi à prouver que, selon les paroles de Lin Piao, « les campagnes, et les campagnes seules peuvent servir de base aux révolutionnaires pour aller jusqu'à la victoire finale », les régions urbaines développent une situation

19. A l'exception de l'expérience de Guevara en Bolivie.

révolutionnaire semblable à celle des concentrations urbaines européennes au temps des révolutions populaires de 1848 et 1871.

Les effets des grandes révolutions paysannes (et des programmes de réformes agraires) ont été une prolifération d'exploitations minuscules sur des terres souvent arides qui, même sous cette forme non économique, ne suffisent pas à suivre la progression de la population rurale. Des études mexicaines prévoient cinq millions de paysans sans terre dans un avenir assez proche²⁰ ; 27 millions de Mexicains, sur une population totale de 45 millions ont un revenu mensuel familial de moins de 10 dollars — cela à une période de croissance économique spectaculaire, alors que le revenu par habitant a doublé depuis 1940 (bien que la population ait elle-même doublé pendant la même période). Au Mexique, la grande réforme agraire de 1930 et 1940 a ramené les paysans à l'existence villageoise primitive (l'unité de base pour la distribution des terres était l'*ejido* communal), alors que l'industrialisation, avec des salaires de misère, permit d'importantes accumulations de capital dans les années d'après-guerre, Mexico ayant servi de refuge international aux capitaux pendant la seconde guerre mondiale.

Cependant le Mexique paraît menacé par un goulot d'étranglement, moins en raison de l'accroissement de la population que du manque de terre et d'eau pour maintenir la population paysanne croissante dans l'agriculture. Ainsi les projets complexes et coûteux d'aménagement des régions désertiques du Sonora et du Sinaloa, au nord-ouest du pays, ont été mis en péril ces dernières années par la baisse des nappes d'eau souterraines, conséquence de l'usage des pompes mécaniques profondes pour l'agriculture. Le manque de terre arable et le niveau de vie croissant dans les villes ont accentué le mouvement de migration des paysans vers les villes — dont on peut considérer que la population double maintenant tous les dix-sept ans — et surtout dans celles qui longent la frontière des États-Unis dont la population est cinq fois plus importante qu'à la précédente génération. Si le Mexique peut servir d'exemple, dans quelques années l'Amérique latine connaîtra une telle concentration dans les bidonvilles, et la terre manquera tellement pour des réformes agraires, que pour la première fois au cours de ce siècle, la réforme agraire cessera de servir la bannière révolutionnaire.

La longue marche de la population rurale d'Amérique latine vers les villes est l'une des grandes épopées sociales des années

20. Mary GOLDRING, « Mexico, South of the Border », *The Economist*, 13 mai 1967.

d'après-guerre, et l'une de celles auxquelles la pensée politique des « marxistes » comme des « occidentaux » a donné trop peu d'attention. D'après le Conseil économique et social inter-américain, 37 % de la population urbaine de ces pays (130 millions de personnes) vivent dans des taudis, et le chiffre montera jusqu'à 43 % (216 millions) en 1980. La population de la ville de Saint-Domingue a doublé dans les années 50 et doublera à nouveau entre 1960 et 1968. Dans les terrains vagues couverts d'abri de bois et de cartons, derrière le pont Duarte, là où les habitants des bidonvilles de Saint-Domingue ont battu les unités de chars et d'infanterie de l'armée dominicaine en avril 1965, le chômage touche 90 % des hommes adultes, et le peuple parle sans cesse de refaire la révolution, comme si la guerre contre les Américains avait été sa plus belle heure. L'intervention « anti-communiste » des États-Unis en 1965, pour sauver l'armée dominicaine aux prises avec l'effervescence révolutionnaire, avait commencé quatre ans auparavant, lorsque la C.I.A. avait fourni des armes pour l'assassinat de Trujillo²¹. Tout cela rappelle les mots d'Ho Chi Minh en 1923, alors qu'il était à Moscou un exilé obscur :

« Ils ont commencé à poursuivre les communistes dans la paysannerie annamite, à un moment où il n'y avait pas de trace de communistes. Ainsi, ils ont répandu la propagande²². »

D'autres capitales de l'hémisphère offrent la même perspective. Lima a vu sa population tripler depuis 1940, des hordes de *Cholos* (Indiens convertis à la culture hispanique) renonçant aux vieilles structures sociales Vicergal qui s'étaient maintenues intactes pendant quatre siècles. Depuis 1936, l'aspect démographique du Vénézuéla a complètement changé : rural à 70 %, il est devenu urbain à plus de 70 % (la population de Caracas a elle aussi doublé depuis 1950) ; pratiquement, la population de toutes les villes de quelque importance augmente au moins de 5 % par an. A la campagne, le féodalisme disparaît ; pour la première fois, les paysans disposent d'appareils de radio²³, d'écoles, de routes, de vêtements de confection, de bicyclettes, de chaussures, de camions et d'autobus ; après avoir acquis ces objets, ils sont encore plus disposés à quitter la campagne.

21. Cf. mon article : « How Trujillo died », dans *New Republic*, 13 avril 1961.

22. Osip MANDELSTAM, « An interview with Ho Chi Minh », *Commentary*, août 1967.

23. L'U.S.I.A. estime à 38,6 millions le nombre d'appareils de radio en Amérique latine, ce qui fait à peu près un appareil par famille.

NORMAN GALL

En Amérique latine, il faut distinguer la révolution informelle et la révolution formelle, c'est-à-dire un changement social spectaculaire et la prise du pouvoir politique par une organisation révolutionnaire « marxiste ». A la lumière de cette distinction, l'héritage de Ernesto Guevara peut se révéler autre que ce qu'il apparaissait d'abord. Alors que les guérillas ont jusqu'ici échoué, la révolution est en marche : ce qui manque aujourd'hui, c'est un parti révolutionnaire.

Norman GALL